

L'opium du peuple afghan

GÉOPOLITIQUE DES DROGUES

La lutte contre le narcotraffic commence dans les pays producteurs. L'Afghanistan, principal fournisseur d'opiacés est un exemple frappant. Alain Labrousse, auteur du livre "Afghanistan. Opium de guerre, opium de paix"¹, connaît bien ce pays. Il explique pour Swaps les difficultés pour trouver des solutions alternatives à la culture du pavot et le dessous des cartes de la géopolitique des drogues.

Quelle est la situation aujourd'hui en matière de production d'opiacés en Afghanistan ?

L'Afghanistan reste le premier producteur d'opiacés. Depuis quatre ou cinq ans et l'intervention des forces de la Coalition, la situation s'est considérablement dégradée. On peut faire un petit retour en arrière pour se rendre compte de l'évolution liée aux derniers événements. En 2000, les talibans alors au pouvoir ont interdit de semer du pavot, entraînant en 2001 un effondrement de la production dans les zones qu'ils contrôlaient : celle-ci est passée de 3 600 tonnes à 5 tonnes. En 2002, la production a repris avec 3 200 tonnes, car les talibans étant en guerre, ils n'ont pu faire appliquer une nouvelle interdiction. Arrivé au pouvoir, le nouveau président Hamid Karzaï a à son tour interdit de semer et les Britanniques, chargés au sein de la coalition de la lutte antidrogue, ont investi 20 à 30 millions de dollars pour arrêter la production. Et pourtant, 3 400 tonnes ont été produites en 2003 ! En 2004, on a atteint la production record de 4 200 tonnes... En 2005, malgré une diminution de 20 % des superficies cultivées, la production est restée pratiquement identique (4 100 t) grâce aux bonnes conditions climatiques.

Ce qui est inquiétant, c'est que si la production a baissé dans les grandes régions traditionnelles de production (Nangarhar à l'est, Helmand au sud et Badakhshan au

Étant donné les difficultés rencontrées dans la lutte contre la production, que pensez-vous des politiques d'éradication "sauvages" ?

Il est vrai que les États-Unis poussent à la fumigation par herbicides. D'ailleurs, dans le budget de 780 millions de dollars octroyé par Washington à la lutte contre la drogue en Afghanistan en 2005, 150 millions étaient initialement attribués à la fumigation. Mais ce projet a provoqué une levée de boucliers jusqu'au gouvernement afghan, notamment à cause des risques pour la population (particulièrement les enfants) et le bétail.

Selon moi, ces solutions ne sont de toute façon pas adaptées. Les actions d'éradication ont pour conséquence directe de faire disparaître les grandes zones de production, au profit de petites plus inaccessibles dans les montagnes. C'est ce qui s'est passé en Colombie par exemple. Il est plus facile d'empêcher de semer que d'essayer d'éradiquer. Il y a moins de résistances de la part des cultivateurs, qui ne voient pas partir leur argent en fumée.

Parmi les solutions employées pour réduire la culture d'opium en Afghanistan, des aides financières sont proposées aux cultivateurs. Quel est votre point de vue sur ces mesures ?

Les opérations de *cash for work*, consistant à proposer des travaux d'intérêt général, sont intéressantes. Mais le problème c'est qu'on ne donne aux paysans que la moitié



¹ Alain Labrousse, *Afghanistan. Opium de guerre, opium de paix*. Ed. Mille et une nuits, décembre 2005, 394 pages, 20 euros

nord-est), elle a essaimé dans les régions environnantes, particulièrement au nord et au nord-ouest et à Kandahar.



de ce qu'ils auraient gagné avec l'opium. Et c'est limité dans le temps.

Les initiatives telles que le micro-crédit² sont plus intéressantes. Il faut se rendre compte du niveau de vie d'un cultivateur d'opium en Afghanistan : le pavot rapporte 4 500 dollars à l'hectare. En moyenne, un paysan afghan possède un tiers d'hectare, qui lui rapporte ainsi 1 500 dollars. Et souvent les paysans vendent leur récolte à l'avance. Cultiver de l'opium est donc le seul moyen pour des paysans pauvres d'accéder au crédit. Introduire le micro-crédit est donc une alternative intéressante. Si on leur prête 500 dollars, ils auront les moyens de s'en sortir en cultivant autre chose que le pavot. Mais des entreprises américaines se sont lancées dans l'aventure principalement dans le but de faire du bénéfice. Elles ne prêtent qu'aux personnes les plus solvables, pour être certaines d'avoir un retour sur investissement. Résultat : seuls les commerçants en profitent, et les cultivateurs se retrouvent de nouveau exclus. En fait, pour être réellement efficaces, les initiatives de micro-crédit ne devraient pas être ponctuelles et liées à des organismes étrangers, mais assurées par un système institutionnalisé, placé sous le contrôle de l'État.

Et proposer aux cultivateurs de passer à d'autres types de production, est-ce envisageable ?

Des initiatives sont effectivement menées par certaines ONG pour aider les cultivateurs à trouver des cultures de substitution à forte valeur ajoutée. Il y a par exemple des projets en Afghanistan pour produire de l'eau de rose et de l'essence de rose. Mais il y a les problèmes de concurrence internationale (avec l'Iran ou la Bulgarie dans ce cas). Des essais de culture de safran sont également mis en place. Mais le problème est de trouver des débouchés. De même, des initiatives pour développer l'artisanat local sont étouffées par le Pakistan, qui inonde les Afghans de produits manufacturés. La situation est la même en Amérique latine, au Pérou et en Bolivie notamment, où les projets de culture de fruits tropicaux pour remplacer la drogue se heurtent à la production écrasante du Brésil. De plus, il faut être vigilant avec ces programmes de substitution des cultures. L'exemple de la Thaïlande est éloquent. Ce pays produisait 200 tonnes d'opium à la fin des années 1970. Le gouvernement a alors imposé de remplacer le pavot par du chou. Pesticides, engrais... la course au rendement a provoqué un véritable désastre écologique. Et il y avait une petite consommation traditionnelle d'opium chez les minorités ethniques. Privées de leurs ressources locales, les populations ont eu affaire aux trafiquants,

² Le micro-crédit consiste à prêter de petites sommes d'argent, à des faibles taux, sur des périodes courtes. Il s'adresse aux personnes pauvres qui n'ont pas les moyens d'emprunter aux banques.

³ Le Conseil de Senlis est une fondation spécialisée dans le domaine des drogues créé en 2002, constitué d'experts internationaux. Il est contre les politiques prohibitionnistes et propose des approches plus "pragmatiques" et moins répressives en matière de lutte contre la drogue.

qui leur ont proposé de l'héroïne pour compenser. Le nombre d'injecteurs a alors explosé. Enfin, il faut souligner que la culture du chou n'a pas éradiqué celle de l'opium. Les champs de pavot ont simplement franchi la frontière, et ont continué en Birmanie.

Que pensez-vous des idées de transformation des cultures illicites en production légale, pour l'industrie pharmaceutique ?

Le Conseil de Senlis³ a lancé cette idée de transformer la production d'opium illégal en opium légal. C'est effectivement ce qui s'est passé dans un pays comme la Turquie. Avant les années 1970, c'était le premier producteur mondial d'opium. Il y a eu alors une reconversion et aujourd'hui il ne reste qu'une production à des fins pharmaceutiques (pour produire la morphine).

Mais dans le cas de l'Afghanistan, le problème est bien sûr celui de l'offre et de la demande : on ne pourrait pas transformer l'énorme production illégale en production légale. Certes, le Conseil de Senlis souligne que 6 % seulement de la population mondiale (celle des pays riches) consomme 80 % de la morphine produite, arguant qu'il faudrait en produire plus pour les pays en développement. Mais ce raisonnement ne tient pas. En effet, si la morphine n'est pas utilisée dans certains pays, c'est surtout par manque de structures médicales et sanitaires pour la délivrer. Augmenter la production de morphine serait inutile. Sans parler des questions posées par l'imposition de la morphine à tous ces pays, sans tenir compte des techniques locales de lutte contre la douleur. Enfin, il y a le problème de la rémunération : l'opium pour produire de la morphine en Inde est payé dix fois moins cher aux cultivateurs que l'opium illicite en Afghanistan !

En matière de lutte contre la drogue, on a l'impression que ce sont les Américains qui dictent leurs règles, en Afghanistan comme dans le reste du Monde. Est-ce une réalité ?

Aujourd'hui, la politique internationale de lutte contre la drogue est effectivement dominée par les Américains. L'ONU a certes des prises de décisions indépendantes, mais dans les faits elle suit la ligne américaine. Par exemple, l'ONU était contre les fumigations en Colombie. Mais aujourd'hui, l'organisation a nuancé ses propos, et elle se cantonne à refuser les fumigations... sur les petites exploitations de moins de trois hectares. L'ODC (Office on Drugs and Crime) des Nations Unies subit continuellement des pressions américaines : il avait eu le malheur d'évoquer dans une publication la réduction des risques. Les États-Unis ont aussitôt menacé de suspendre leurs financements si cette mention ne disparaissait.

La Bolivie et la coca légale

Début 2006, les déclarations du nouveau président bolivien Evo Morales ont défrayé la chronique : il s'engageait à militer pour la dépénalisation internationale de la culture de la feuille de coca ainsi qu'à favoriser sa production légale pour un usage traditionnel. Et à explorer d'autres marchés, tels la Chine.

Pour Alain Labrousse, cette politique a ses limites : "Il est vrai qu'en Bolivie il existe une consommation traditionnelle (qui consiste à mâcher les feuilles de coca) qui concerne toute la population. C'est à la fois un symbole identitaire et une forme d'antiaméricanisme. Il existe d'ailleurs une industrie de la feuille de coca pour fabriquer différents produits (dentifrice, crèmes, etc.) et donc une production légale limitée. Et bien sûr il y a le fameux maté, un thé de coca qui, contrairement aux feuilles mâchées, ne contient pratiquement pas d'alcaloïdes : le processus de séchage les fait disparaître. Le pape Jean Paul II a d'ailleurs "légitimé" cette consommation en prenant du maté lors de sa visite en Bolivie. Mais la consommation de maté ne saurait absorber toute la production de coca : pour faire un kilo de cocaïne, il faut 200 kg de feuilles, et ces 200 kg de feuilles donneraient des milliers de litres de maté ! Il faudrait pour cela que tous les Chinois remplacent le thé par du maté de coca, et cela ne suffirait même pas.

Par ailleurs, il faut relativiser le problème : 27 000 hectares de coca sont cultivés en Bolivie, dont 12 000 légaux. En Colombie, on atteint 80 000 hectares illégaux. Autre différence avec la Colombie ou le Pérou : les syndicats de *cocaleros*, les cultivateurs de coca, sont centralisés, et donc plus maîtrisables. D'autant plus qu'Evo Morales est issu de leurs rangs, il devrait donc jouer de son influence pour que les productions n'augmentent pas..."

sait pas. Une motion a même été déposée en 2003 pour dénoncer les "politiques laxistes" des Européens en matière de lutte contre les drogues (dépénalisation, RdR...). Et elle a été acceptée avec l'appui de nombreux pays africains, arabes et asiatiques...

Si l'Europe se démarque des États-Unis dans sa politique de lutte contre la drogue, elle reste peu active sur le plan international. Par exemple, l'Union avait refusé de participer au Plan Colombie, trop centré sur la répression et les fumigations. Mais elle n'a pas pour autant fait des contre-propositions politiques, alors que les pays d'Amérique latine sont demandeurs d'alternatives aux solutions proposées par les Américains. Mais il est clair que le continent sud-américain est le pré-carré des Américains. L'Europe n'aurait de toute façon pas les moyens d'intervenir à la même hauteur : les États-Unis, par exemple, ont investi 5 milliards de dollars en Colombie entre 2001 et 2005. Et l'Europe moins de 200 millions.

Selon vous, quelles mesures faudrait-il prendre aujourd'hui pour espérer diminuer le trafic de drogue au niveau international ?

La première mesure serait d'augmenter les crédits. Les budgets en matière de lutte contre la drogue sont largement insuffisants pour avoir un quelconque effet. Prenez par exemple le budget de l'ODC : c'est 100 millions de dollars, dont la moitié pour le fonctionnement de la structure : l'équivalent d'à peine quelques centaines de kilos de drogue ! Certes, les Américains investissent encore plus d'argent. Mais il faut mettre les sommes en perspective avec les 200 à 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires du narcotrafic...

Ensuite, il faut investir dans les actions les plus efficaces. Aujourd'hui, la majeure partie de l'argent est consacrée à la répression. Alors que, comme le soulignait une étude prospective de la Rand Corporation, 1 dollar investi dans la prévention a le même impact sur la consommation que 7 dollars mis dans la répression !

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN SOUSA ET PHILIPPE PÉRIN